

**Communiqué de presse de personnels de la Cité scolaire Paul Valéry (Paris 12e)
Stop aux violences policières et rappel aux directions d'établissement
et au Rectorat de leur obligation de protection des élèves**

Des personnels du lycée Voltaire et les sections syndicales CGT, SNES et SN-FO-LC, exigent la libération immédiate de nos élèves et de tous les interpellés réunis hier soir au Lycée Arago.

Ils condamnent avec la plus grande fermeté cette nouvelle intervention policière destinée à priver les lycéens de la liberté d'exercer leurs droits syndicaux et politiques. Les 101 interpellés d'hier soir 19h30-20h sont devenus dans la nuit 101 gardés à vue - et le sont toujours à cette heure !

A Hélène Boucher (20e), comme à Racine (8e), les forces de l'ordre ont fermé les rues, filtré les accès, restreint la libre circulation des personnes et exercé des violences indignes de forces dites de l'ordre.

A Arago (12e), les forces de l'ordre ont encerclé l'établissement pour y pénétrer et procéder aux interpellations avant même la fermeture officielle du lycée.

Les personnels dénoncent la complicité des directions d'établissement et du rectorat qui, sous couvert de sécurité, empêchent la jeunesse lycéenne de s'exprimer.

Alors que la loi ORE se révèle comme une machine à sélectionner, condamnant des centaines de milliers de lycéens à n'avoir aucune affectation dans l'enseignement supérieur, le gouvernement et ses complices n'ont d'autres réponses que l'usage des matraques et la pénalisation de l'action revendicative.

De tels agissements ne peuvent conduire qu'à une spirale de la violence et à une radicalisation des oppositions à des réformes comme Parcours Sup, injustes et inopérantes.

Les personnels appellent parents, enseignants, lycéens et citoyen-ne-s à un

**Rassemblement, à 18h30, mercredi 23 mai devant le lycée Arago
(4 place de la Nation, métro Nation).**

Paris, le 23 mai 2018, 10h10